

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 MARS 1993

N° 214

PRIX : 4 FF

SENEGAL



ELECTION

LE GOUVERNEMENT A PEUR D'UNE EXPLOSION DE COLERE

sommaire au verso

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

Page 4
Congo : Le gouvernement fait la chasse aux immigrés.

Page 5
Tchad : En quoi le fédéralisme et la langue arabe peuvent changer le sort des pauvres

Page 8
Togo : L'espoir, c'est dans la mobilisation des travailleurs

Page 9
Mali : Les responsables ne sont pas tous condamnés à mort

Page 10
France : Quelque soit le résultat, l'avenir est dans la lutte des travailleurs

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

ELECTIONS AU SENEGAL**LE GOUVERNEMENT A PEUR D'UNE EXPLOSION DE COLERE**

Il a fallu attendre jusqu'au soir du 13 mars pour connaître les résultats "officiels" du premier tour des élections présidentielles qui ont eu lieu le 21 février. Selon ses résultats Diouf serait passé au premier tour avec 58,40 % contre son principal rival Wade (32,30 %).

L'annonce de ces résultats contestés a été suivie d'une manifestation de rue à Dakar. Quelques centaines d'étudiants ont envahi l'artère principale de Dakar. Des barricades et des pneus enflammés ont bloqué cette artère. Et à l'heure où nous écrivons, des affrontements avec la police ont lieu dans la capitale. Il n'est pas impossible que ces manifestations de mécontentement contre les résultats des élections que nombre de Sénégalais estiment, à juste titre, truqués ne se propagent dans les banlieues populaires et dans les autres villes du pays.

Le souvenir des élections présidentielles de mars 1988 est encore frais dans la mémoire des Sénégalais. Une violente émeute avait alors éclaté à Dakar. Diouf avait alors employé la manière forte en envoyant sa police, sa gendarmerie et son armée pour réprimer les manifestants. Les représentants de l'opposition (ils avaient alors présenté une candidature unique derrière Wade) ont été arrêtés.

Cette année-ci, afin d'éviter un remake de mars 1988, le gouvernement avait par avance quadrillé militairement les points chauds de la capitale. Des chars anti-émeute ont été déployés dans les environs de l'Université, près du siège du PDS (le parti de Wade), autour de la présidence de la République, de l'office de radio-télévision, et dans les banlieues populaires de Dakar.

Les autorités avaient longtemps hésité pour publier les résultats des élections, sachant le risque d'émeute que cela pouvait déclencher. Alors elles ont utilisé des subterfuges. Il a fallu attendre jusqu'au soir du samedi 27 février pour connaître les "résultats bruts".

C'est une petite bande annonce qu'on a fait dérouler sur l'écran de la télévision entre l'annonce de la victoire de l'équipe du football du Sénégal contre le Gabon (dans l'éliminatoire de la Coupe du monde) et un clip d'Alpha Blondy; et cela en plein soir d'un ramadan !

Visiblement, il s'agissait d'un ballon d'essai. Les autorités avaient bien pris soin de préciser qu'ils s'agissait des résultats "bruts", "sous réserve de l'approbation du Conseil Constitutionnel".

Mais face à la menace d'une explosion de colère et à la contestation des partis d'opposition qui dénoncent un certain nombre d'irrégularités, Diouf a placé un bémol devant sa "victoire". Des irrégularités, en effet, il y en a eu beaucoup. Par exemple, la livraison excessive des "ordonnances" (ces bouts de papiers délivrés par les autorités judiciaires aux électeurs ne figurant pas sur les listes électorales) ou encore l'"encre indélébile" qui n'était pas si indélébile que cela puisqu'avec du savon on pouvait la faire disparaître de ses doigts et donc aller voter plusieurs fois.

Abdoulaye Wade publie de son côté ses propres résultats "corrigés des fraudes" et s'octroie 55% des voix. Face à l'impasse, le gouvernement a demandé à la "commission nationale du recensement des votes" (organisme prétendument neutre puisque composés de membres approuvés par les partis d'opposition). Mais celle-ci, incapable de prendre la décision se disloque avec la démission de son président et laisse la décision au "conseil constitutionnel". Après trois semaines de péripéties, Diouf est finalement annoncé vainqueur.

Toujours est-il que même les chiffres officiels donnent Diouf battu dans les villes comme Dakar, Thies et Rufisque. Là, probablement les fraudes ont été moins manifestes. Les résultats électoraux

des ces villes montrent que la majorité des petites gens ont montré leurs mécontentements contre le pouvoir de Diouf en votant pour son rival Wade. Et les autorités ont, à juste titre, peur que de nouvelles émeutes y éclatent comme en 1988.

La majorité des travailleurs des villes ont voté pour Wade pour montrer leur mécontentement contre la dégradation de leurs conditions de vie. Mais ils auraient tort de croire qu'avec Wade au pouvoir ça ira mieux pour eux. Car Wade a déjà été au pouvoir en compagnie de Diouf. Et il a cautionné et approuvé toutes les décisions prises par le pouvoir contre les travailleurs. Pendant qu'il était au pouvoir, le gouvernement poursuivait sa politique de licenciement dans la fonction publique. Les salaires étaient toujours bloqués, tandis que les infrastructures publiques (hôpitaux, dispensaires, maternités, écoles, etc...) continuaient à se dégrader au point que les malades n'y trouvaient même pas de médicaments les plus élémentaires. Et pendant que la condition de vie des pauvres se dégradait, les riches, eux, continuaient de faire de bonnes affaires. Wade promettait même aux hommes d'affaires sénégalais qu'il allait les favoriser s'il parvenait au pouvoir pendant qu'il rassurait les bailleurs de fonds qu'il allait réduire la masse salariale du Sénégal. Que pourraient donc attendre les populations pauvres d'un tel individu qui ne se soucie que du sort des riches et qui ne réclame leurs votes que pour satisfaire ses ambitions personnelles ?

Les travailleurs sénégalais, les petites gens des villes et des campagnes n'ont rien à attendre ni des gens comme Wade ni des élections. Ils ne peuvent pas compter sur leurs bulletins de votes (dont le pouvoir ne tient de toutes façons pas compte) pour améliorer leurs conditions d'existence. La seule manière pour eux de faire entendre leur voix c'est par leur lutte. C'est eux qui font

fonctionner les usines, les ports, les banques et les administrations. C'est eux qui produisent les richesses et qui les acheminent vers les quatre coins du Sénégal. C'est là dans leur lieux de travail que résident leur force. S'ils arrêtent la production, ils ont mille fois plus de chance de se faire entendre et de faire aboutir leurs revendications comme l'avaient fait les employés de l'électricité il y a quelques mois.

Ce que le pouvoir de Diouf craint le plus ce n'est pas Wade car c'est lui qui l'avait invité à prendre part à la mangeoire gouvernementale en lui donnant un

poste de ministre d'Etat. Les chars d'assaut et les militaires armés jusqu'aux dents qui sont déployés dans les quartiers populaires montrent que ce que craint Diouf, c'est la population pauvre des villes. Et il a raison car c'est là que se trouve le plus grand danger pour son régime. Et les masses pauvres, en prenant conscience de leur force, en organisant collectivement leur lutte tout en se méfiant des politiciens prétendument de "l'opposition", pourront faire trembler non seulement les tenants du pouvoir mais aussi tous les parasites qui ont accumulé des richesses grâce à l'exploitation.

CE POLITICIEN N'EST PAS FOU !

Kolda, le jour du scrutin, un dignitaire local du pouvoir offrait un billet de 5.000 F CFA à l'électeur qui lui ramenait les bulletins de vote des candidats de l'opposition après son passage à l'urne. On ne sait pas combien de millions il en a ainsi distribué. En tous cas, à moins d'être fou, il a

certainement fait son calcul. L'argent qu'il a dépensé, c'est l'argent qu'il a volé soit dans les caisses de l'Etat soit soutiré grâce à sa place au sein de l'appareil du pouvoir. Et s'il maintient sa place, les quelques billets qu'il aura distribués ne seront que quelques miettes à côté de ce qu'il empochera.

CONGO

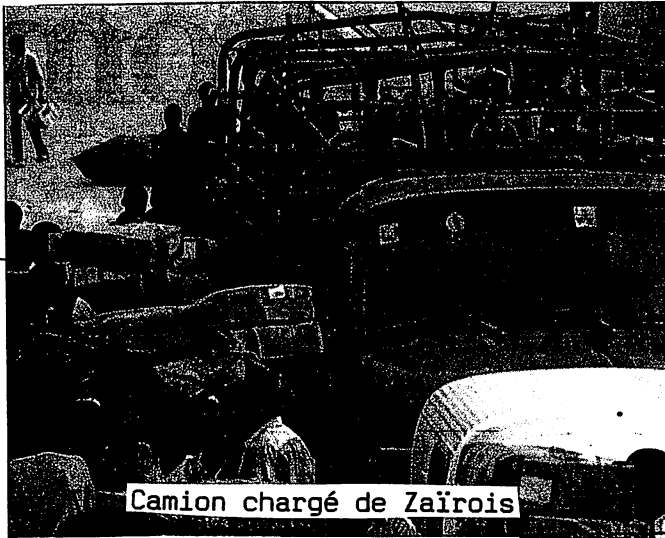
LE GOUVERNEMENT ORGANISE LA CHASSE AUX IMMIGRES

Le gouvernement congolais a décidé vers la fin février d'expulser vers leur pays d'origine des zaïrois en "situation irrégulière". La suite, on le sait : trois jours avant la date de l'expulsion, des milliers de Zaïrois vivant à Brazzaville se sont précipités sur un bateau zaïrois, le Matadi, pour être les premiers à embarquer, car ils ont eu peur. Peur d'être arrêtés et tabassés par des policiers zaïrois; peur que, encouragées par les dirigeants les populations les insultent ou même les lynchent.

Alors ils étaient des milliers de petites gens à essayer d'embarquer à bord du Matadi. Le capitaine voyant son navire chavirer avait décidé de lever l'ancre immédiatement. Ce fut la catastrophe. Des centaines de Zaïrois tombés de la passerelle, périrent noyés.

Bien évidemment les centaines de morts noyés n'étaient pas des "étrangers" qui vivaient dans les beaux quartiers de Brazzaville; ils n'étaient pas des riches touristes ou hommes d'affaires qui logeaient

dans les hôtels de luxe de la place. Ces "immigrés"-là voyagent en avion ou dans des bateaux de plaisance pour traverser le fleuve qui sépare les deux pays. A ceux-là, la police congolaise ne demande pas leur titre de séjour.



Camion chargé de Zaïrois

Les victimes du bateau Matadi étaient tous des pauvres. Ce sont ceux-là que la police congolaise pourchasse dans les rues de Brazzaville, bastonne et rackette avant d'expulser. Et ils sont des millions en Afrique qui quittent leur pays d'origine pour fuir la famine, la guerre ou la dictature. Quelques uns sont des ouvriers mais la plupart des chômeurs, des vendeurs à la sauvette.

Le Congo n'échappe pas à la règle. Ses immigrés viennent de Kinshasa, la ville voisine d'en face, séparée de Brazzaville par le fleuve. Ils sont paysans, menuisiers, ouvriers, petits vendeurs...

En décidant l'expulsion des milliers de Zaïrois en "situation irrégulière", le gouvernement

congolais espère montrer du doigt ces derniers comme les responsables de certains maux qui frappent aujourd'hui le Congo : chômage, banditisme, drogue etc... C'est une mesure démagogique pour tromper une fois de plus les populations congolaises frappées de plein fouet par la crise. Car on sait par exemple que le Nigéria avait expulsé en 1985 des milliers de Ghanéens, Béninois, Togolais, Tchadiens et Nigériens sous le même prétexte. Mais après les expulsions, force est de constater que la situation des Nigériens ne s'est pas améliorée, bien au contraire.

A l'instar d'autres dictateurs d'Afrique, celui du Congo s'emploie à diviser les pauvres en jouant sur la fibre nationaliste. C'est d'autant plus aberrant que, dans le cas de ces deux pays, les populations forment un même peuple, parlent les mêmes langues, pêchent les mêmes poissons dans le fleuve commun. Cette chanson-là n'est pas nouvelle. Les pauvres, les travailleurs, tous ceux qui, poussés par la misère, la dictature, la guerre, quittent leur pays ou se résignent malgré tout à y rester n'ont pas intérêt à l'entonner. Elle est écrite pour les tromper.

Alors, la seule manière de ne pas se laisser tromper par tous ces dictateurs à la solde de l'impérialisme, c'est qu'ils se donnent la main, par delà les frontières artificielles érigées pour les diviser. En se donnant la main en tant que pauvres, ils peuvent, en commun, lutter contre l'exploitation capitaliste et les dictatures dont ils sont les victimes.

TCHAD

EN QUOI LE FEDERALISME ET LA LANGUE ARABE PEUVENT CHANGER LE SORT DES PAUVRES ?

Annoncée comme souveraine, voire originale, tant par

l'opposition, qui en a fait sa principale revendication politique,

que par le régime de Déby, qui veut y voir la démonstration de sa bonne volonté, ne serait-ce que pour satisfaire les pressions de l'impérialisme français et autres bailleurs de fonds, la conférence nationale tchadienne, ouverte depuis le 15 janvier, s'enlise dans des discussions de salon qui n'ont, pour la plupart, rien à voir avec les problèmes de la majorité de la population tchadienne. De ces discussions de politiciens petits bourgeois, on peut citer par exemple les problèmes de la langue arabe et le fédéralisme.

En effet, pour certains délégués proches du pouvoir, le Tchad serait un pays peuplé majoritairement de musulmans dont la principale langue de communication serait l'arabe. Aussi, comme solution à la crise que connaît le pays depuis des décennies, réclament-ils que l'on instaure, non pas l'arabe local parlé plus ou moins dans tous les milieux, mais l'arabe littéraire comme langue nationale et officielle. Certains vont plus loin. Ils demandent l'application de la charia comme au Soudan, pays voisin, et recommandent "que les médias publics, Radio et Télévision, ouvrent et ferment leurs émissions par la lecture des versets" du coran, etc.

Il est vrai qu'un peu partout au Tchad on parle l'arabe, pas l'arabe littéraire, accessible seulement à un cercle bien fermé d'intellectuels, mais l'arabe local, tchadiennisé. De là à affirmer que la majorité des Tchadiens parlent cet arabe, ce n'est peut-être pas juste. Là dessus il n'y a aucune statistique fiable. La majorité des Sara dans le Sud ne la parlent pas, tout comme les Goranes, les Hadjaraf, les Zaghawa dans le Nord. Même à supposer que la plupart des Tchadiens parlent l'arabe, ce ne serait pas une raison de l'imposer, au nom de cette majorité à d'autres. Toutes les ethnies du Tchad devraient être libres de parler la langue de leur choix.

Ces mêmes délégués proches du

régime en profitent pour préconiser la modification des institutions et des lois, trop laxistes à leurs yeux, dans un sens plus réactionnaire, au nom des valeurs islamiques. L'amalgame entre langue arabe et instauration de la charia n'est pas innocent chez ces gens, car en réalité il n'y a aucun rapport entre les deux.

Qu'ils imposent l'arabe comme langue officielle, c'est déjà anti-démocratique. Mais qu'en plus ils veulent imposer l'intégrisme et la charia et tout leur chapelet de lois islamiques rétrogrades et impitoyables contre les gens pauvres, les femmes, etc...Non!

Ce fatra juridico-religieux est protecteur d'une minorité de parasites bourgeois, riches et aisés, non pas par ce qu'ils détiennent les secrets des versets coraniques, mais grâce à l'exploitation de leurs propres populations et aux liens de vassalité qui les lient aux puissances impérialistes

Pour d'autres délégués à la conférence nationale, par contre, les malheurs du pays viendraient d'ailleurs. Il accusent la forme de l'Etat, qualifié d'unitaire, d'être la cause principale du drame tchadien. Selon eux, les problèmes du pays viendraient du fait que l'on a voulu faire vivre sous la même administration des populations qui n'auraient pas la même culture et que tout séparerait. Pour sortir de la crise actuelle, ils proposent, par conséquent, une fédération constituée de deux Etats, l'un au nord, l'autre au sud, avec N'Djaména comme capitale fédérale. Ce serait, prétendent-ils, la seule façon d'amener les populations du pays à s'accepter et à vivre ensemble en ce sens que chacun s'occupera de ses propres problèmes sans ingérence de la part de l'autre.

Ces politiciens essaient de capitaliser à leur profit la colère réelle qu'il y a dans le pays en apparaissant comme les défenseurs des intérêts de telle région ou de

telle religion. Ils n'ont cure des problèmes des populations. Ce sont des menteurs, des démagogues qui ne cherchent qu'à tromper les gens.

Car, il ne suffit évidemment pas de décréter que la langue arabe est officielle et nationale pour que les problèmes des gens soient résolus comme par enchantement ! Dans les pays du Maghreb, l'arabe est bel et bien la langue officielle et nationale. C'est la principale langue de communication et de travail. On l'enseigne dans les écoles et les universités. Mais cela suffit-il pour mettre les populations pauvres de ces pays-là à l'abri des mêmes maux dont souffrent les masses opprimées tchadiennes ?

Dans les casbah d'Alger, de Tunis ou les quartiers populaires du Caire, les pauvres ont les mêmes problèmes que ceux de N'Djaména, Moundou ou d'ailleurs, qu'ils parlent arabe ou pas.

Ce n'est pas non plus en instaurant le fédéralisme que l'on peut sortir le Tchad de sa crise actuelle. Le Nigéria, un pays voisin du Tchad justement, en donne suffisamment la preuve. Le fédéralisme existe dans ce pays depuis l'indépendance. Mais, malgré ses énormes ressources tant humaines que naturelles, ce dernier, pour l'essentiel et sur bien de points, n'a pas connu un sort différent de celui des autres pays africains, y compris du Tchad. La fédération n'a résolu aucun problème des masses pauvres. Que ce soit à Lagos, au sud du pays, ou à Kano, la capitale de la région du nord, les masses opprimées connaissent les mêmes problèmes : exploitation, misère, maladies, dictature. C'est cela le sort commun à l'ensemble des pauvres du pays, quel que soit l'Etat fédéral dont ils sont originaires. Inversement, le système ne profite qu'aux riches, aux bourgeois. Ceux-ci s'engraissent non seulement du travail et de la sueur des opprimés de leurs régions mais surtout de tout le pays grâce à l'ordre qu'impose l'Etat fédéral

exclusivement à leur service.

La fédération n'a pas non plus mis ce pays à l'abri des conflits ethniques et religieux. Bien avant le Tchad, le Libéria ou la Somalie, la guerre du Biafra en 1967 y a fait, au bas mot, plus d'un million de morts. Sans oublier que, malgré cette boucherie, chaque année, dans plusieurs régions du Nigéria, éclatent des bagarres opposant les différentes minorités ethniques et religieuses. Pour leurs intérêts personnels, locaux ou nationaux, les couches privilégiées nigérianes se servent de l'exaspération des populations pour les opposer les unes aux autres comme l'ont fait les Tombalbaye, Habré, Malloum, Goukouni et autres candidats à la dictature au Tchad.



Les environs de la conférence nationale.

Le problème de la langue existe au Tchad qui est un pays constitué d'une mosaïque d'ethnies qui se cotoient. Mais cela ne se règlera ni par un décret ni par l'imposition d'une langue au détriment d'une autre, fut-elle majoritaire. Car les langues minoritaires ont aussi droit de cité. C'est même une richesse pour les peuples !

Mais ce que veulent ces messieurs qui prétendent représenter le peuple à la conférence nationale, c'est utiliser le problème de la langue comme du "fédéralisme" pour tromper les populations et les entraîner vers de nouvelles impasses sanglantes.

Les véritables maux dont souffre le Tchad ont pour nom exploitation, misère, vie chère, chômage, injustices, assassinats, humiliations, corruption, dictature. Ces maux ne sont pas exclusifs à une ethnie, une région ou religion. Ils sont communs à l'ensemble des masses pauvres du pays, quelles que soient leur ethnie, religion et région. Ce sont-là des produits du système capitaliste qu'imposent au pays la bourgeoisie tchadienne et l'impérialisme français. L'Etat que le Tchad a hérité c'est celui que le colonialisme français avait imposé aux populations. C'est grâce à cet Etat que toute une couche de parasites sanguinaires tient son privilège tout en imposant une dictature à l'ensemble de la population.

L'avenir n'est pas de privilégier une langue, une ethnie, une région ou une religion par rapport à une autre ou de diviser le pays sur ces bases-là. L'expérience récente nous a montré où conduit une telle logique. Elle ne sert qu'à remplacer une oppression par une autre et finalement ce sont toutes les masses pauvres qui en deviennent les victimes. La perspective, c'est la destruction de toutes les frontières, de quelque nature qu'elles soient et la création de vastes ensembles économiques. Mais une telle perspective et surtout la nécessaire cohabitation fraternelle des peuples

sont impossibles dans le cadre du système capitaliste actuel, une société de classe basée sur l'écrasement du plus faible par le plus fort, la lutte pour la survie, l'exploitation du plus grand nombre par une minorité parasite qui, au moment des crises, utilise le nationalisme, l'ethnisme, la religion aux détriment des intérêts des exploités poussés les uns contre les autres sur ces bases-là.

Au Tchad, comme ailleurs en Afrique, la solution des problèmes sociaux et nationaux des masses pauvres passe par la destruction de cet ordre social inhumain. Mais cette tâche, seul le prolétariat révolutionnaire peut la remplir grâce à la prise et à l'exercice démocratique du pouvoir. Voilà pourquoi l'avenir, c'est d'abord l'union de tous les travailleurs, de tous les opprimés, quelles que soient leur ethnie, leur religion, leur région, afin de combattre dans leurs rangs toute division, toute hostilité opposant les uns aux autres sous prétexte qu'ils viennent des régions différentes, ne parlent pas la même langue, etc, en vue d'une transformation radicale de la société, d'un contrôle collectif sur la production et la répartition, avec pour ultime objectif une société où tous les hommes seront égaux et respectés comme tels et non à cause de leur ethnie, leur religion, leur région, leur rang social ou leur compte en banque.

TOGO

1. L'ESPOIR, C'EST LA MOBILISATION DE LA POPULATION

Depuis le 16 novembre, la situation politique et économique est totalement bloquée au Togo. Le pays est paralysé par une grève des travailleurs. Ces derniers réclament le paiement des salaires, mais aussi la neutralité de l'armée et la formation d'un autre gouvernement.

Face à ce mécontentement populaire, la dictature d'Eyadéma répond par la répression et la tuerie : 250 000 Togolais ont fui Lomé, la capitale, pour se réfugier dans les provinces ou dans les pays voisins, notamment au Bénin et au Ghana.

Tout dernièrement, le ministre de la fonction publique vient de sommer les travailleurs de reprendre le travail sous peine d'être licenciés et remplacés par d'autres. L'opposition a réagi à cette menace non pas en appelant à l'intensification de lutte, à la grève générale, pour obliger le gouvernement réactionnaire de Lomé à satisfaire les revendications des travailleurs, mais elle a attaqué ce dernier sur l'inconstitutionnalité des menaces de licenciement qui planent sur les travailleurs pour fait de grève, comme si l'armée du dictateur Eyadéma, arrivée au pouvoir par un coup d'Etat, avait besoin de respecter les lois et les constitutions. Edem Kodjo, un des leaders de l'opposition, est allé jusqu'à déclarer que ce n'est pas par des menaces mais par la recherche d'un consensus qu'on surmonterait la crise.

Les travailleurs qui depuis plusieurs mois sont à la pointe du combat contre la dictature au Togo constituent une force colossale capable non seulement de faire reculer Eyadéma et sa bande d'assassins armés, mais même de renverser leur régime pourri. Mais pour ce faire, ils ne doivent pas compter sur les partis de l'opposition qui s'agenouillent devant les lois et les constitutions

bourgeoises.

Le but de ces partis dirigés pour la plupart par d'anciens sous-fifres d'Eyadéma n'est pas de s'en prendre à la dictature en général et moins encore à l'ordre social d'exploitation, d'injustices, d'inégalités sur lequel elle veille. Ce qu'ils veulent, c'est remplacer Eyadéma ou trouver un compromis avec lui pour se partager les portefeuilles ministériels et continuer la même politique favorable aux riches dont ils font partie. Voilà pourquoi, dans la crise actuelle qui oppose le peuple togolais à la dictature d'Eyadéma, ces messieurs de l'opposition préfèrent en appeler à des choses inutiles, inefficaces, telles les lois, les constitutions, dont le dictateur se moque éperdument, ou alors à l'arbitrage des pays riches, de la France, des Etats-Unis, ceux-là mêmes qui ont imposé Eyadéma depuis plus de vingt ans.

L'avenir, c'est la mobilisation de la population, c'est que les travailleurs se dotent un jour d'un parti qui soit le leur, indépendant des organisations de l'opposition, pour défendre les intérêts des masses opprimées et imposer l'amélioration des conditions de vie et les libertés nécessaires.

MALI

LES RESPONSABLES NE SONT PAS TOUS CONDAMNES A MORT

Le 12 février dernier, l'ancien dictateur Moussa Traoré et trois de ses compagnons, Sékou Ly (ex ministre de l'intérieur), Amadou Koulibaly (ex ministre de la Défense) et Ousmane Koulibaly (ex chef d'état major de l'armée) ont été condamnés à mort tandis que les 28 autres dignitaires galonnés et civils ont été épargnés.

Visiblement, le gouvernement de Konaré et sa justice ne voulaient

pas que tous les anciens dignitaires du régime soient logés dans la même enseigne. Ils ont choisi de graduer les responsabilités pour pouvoir sauver quelques uns sur qui ils pourront peut-être compter demain.

Certes, certains avocats réclamaient la graduation des responsabilités. Selon Vergés, ces responsabilités ne pouvaient pas être collectives. Mais il disait cela pour décharger la

responsabilité de son client Moussa Traoré sur ses anciens ministres.

Pourtant une chose est sûre, un pays dans lequel règne la dictature, un président n'a pas forcément besoin de l'accord de tous ses ministres pour prendre une décision. Mais comme cette "bande de quatre" était liée de longue date comme un chien est lié à sa queue, il est fort probable qu'ils ont pris la décision ensemble pour massacrer les populations qui manifestaient contre leur politique.

A supposer que les autres ministres n'étaient pas associés à ces décisions, pourquoi n'avaient-ils pas démissionné pendant les événements pour marquer leur

désaccord ? Personne ne l'a fait. Ils ne peuvent donc qu'être associés à ces responsabilités collectives.

Le gouvernement de Konaré n'a pas cherché à ce que la responsabilité soit collective parce qu'il voulait sûrement trier parmi ces anciens dignitaires pour en faire de nouveaux alliés plus tard. Il ne voulait pas non plus condamner en bloc toute la haute hiérarchie militaire parce que ce serait comme s'il allait scier la branche sur laquelle il est assis. Car c'est sur la même armée qu'il compte pour garder le pouvoir et pour ne pas connaître le même sort subit par le régime de Modibo Keita renversé par l'armée en 1968.

ELECTIONS EN FRANCE

QUEL QUE SOIT LE RESULTAT L'AVENIR EST DANS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Les élections législatives en France auront lieu les 21 et 28 mars. Toute la presse, les télés et les radios sont mobilisées pour faire les pronostics et commenter les paroles et les programmes des candidats les plus en vue. Ce qui est sûr, c'est que, selon tous les sondages, la droite a toutes les chances de gagner. Et la plupart des travailleurs immigrés craignent beaucoup son retour à la tête du gouvernement. Ils ont peur des hommes comme Chirac, Pasqua, qui, dans le passé, ont tenu un langage ouvertement anti-immigrés. Ils n'ont pas oublié le fameux "charter" de Pasqua. D'une manière générale, ils craignent que leurs conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles avec la droite au pouvoir.

Que les travailleurs immigrés soient inquiets de l'avenir, c'est bien compréhensible. Mais cela ne veut pas dire que la gauche au

pouvoir était mieux, pas plus pour les travailleurs immigrés que français. Depuis douze ans que les socialistes sont au pouvoir, les conditions de vie de tous les travailleurs n'ont cessé de se dégrader.

Le chômage est en augmentation ainsi que le nombre de ceux qui vivent du RMI, revenu de misère pour les chômeurs de longue durée. Pour ceux qui vivent de leurs salaires, les cotisations de la sécurité sociale augmentent d'un côté et le nombre de médicaments remboursables diminue, de l'autre.

Par contre, les patrons, sans aucune crainte, ne cessent de jeter dans les rues bien des travailleurs. Le licenciement touche de nombreuses entreprises. Celles qui déclarent avoir des difficultés financières reçoivent des subventions de l'Etat pour éponger leurs dettes et équilibrer leurs comptes. Le

gouvernement leur fait en plus des cadeaux en diminuant la part patronale de la cotisation de la sécurité sociale. De l'avis de tout le monde, la situation des patrons n'a jamais été aussi bonne. D'ailleurs, ils ne s'en cachent pas. Ils disent tout haut que ces derniers temps leurs bénéfices sont en augmentation continue d'une année à l'autre. Avec la gauche au pouvoir, les patrons ont continué à s'enrichir alors que la vie des travailleurs continue à se détériorer.

Les candidats pour les élections législatives, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne font que des promesses, comme d'habitude, pour changer cette situation. On a connu la droite au pouvoir, on a vu la gauche et il n'y a aucune illusion à se faire à propos de la victoire des uns ou des autres.

Les travailleurs, immigrés ou pas, n'auront que ce qu'ils auront obtenu par leurs luttes. On ne peut s'opposer aux licenciements qu'en se rassemblant et en menant un combat contre les patrons. Pour améliorer

leurs conditions de vie, les travailleurs ont intérêt à se mobiliser, y compris dans les foyers. Par leur force, leur détermination, ils peuvent faire reculer la politique des capitalistes. Les bulletins de vote ne changeront pas du tout l'avenir des travailleurs.

Certes, les travailleurs immigrés n'ont pas le droit de vote, mais par la place qu'ils occupent dans l'économie de ce pays en travaillant dans les usines et les chantiers, ils peuvent peser tout autant dans la vie politique en participant à toutes les luttes de la classe ouvrière en France. Et finalement c'est cela qui est le plus important.

Parmi les nombreux candidats qui se présentent aux élections au nom des travailleurs, seuls ceux de l'organisation Lutte Ouvrière tiennent un tel langage. Ils ne se présentent pour dire tout haut qu'"il faut faire payer les riches", et que pour faire payer les riches, la solution n'est pas le bulletin de vote mais plutôt la lutte des travailleurs.

GRACE AUX LICENCIEMENTS, LES PATRONS DE L'AUTOMOBILE ONT ENGRANGÉ DES BÉNÉFICES RECORD

Renault vient d'annoncer 5,7 milliards de bénéfice pour l'année 1992. Le groupe PSA (qui regroupe Peugeot et Citroën) s'apprêterait à annoncer quant à lui des chiffres qualifiés d'excellents. Des journalistes de la presse bourgeoise attribuent ces "succès" à la "qualité de la gestion" ou à l'"habileté" des dirigeants de ces deux groupes.

Qu'en est-il exactement ? A eux deux ces groupes auraient procédé en 10 ans à 121.000 suppressions d'emplois, soit près d'un tiers de leurs effectifs. Dans le même temps leur production aurait augmenté de plus de 30 %.

Ainsi donc, après avoir jeté

des travailleurs à la rue, ils ont poussé leur offensive en imposant des cadences plus dures à ceux qui restent.

Nos camarades des foyers africains qui travaillent à côtés d'autres ouvriers sur les chaînes Renault, Peugeot, Citroën, Chausson (filiale commune à ces deux groupes) en savent quelque chose.

L'attitude des patrons de l'automobile, comme du reste, de l'ensemble du patronat, est non seulement indécente, mais elle représente aussi une insulte à l'égard des travailleurs et des chômeurs sacrifiés sur l'autel des profits patronaux.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.